

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 8 FÉVRIER 1874.

Notre opinion sur la coopération.

Nous avons dit que nous reviendrions sur la question de la coopération, pour répéter une fois de plus ce que nous en pensons.

Voici la résolution que le Congrès des sections romandes (sections qui depuis ont formé la fédération jurassienne), réuni à la Chaux-de-Fonds en 1870, avait votée à ce sujet. Cette résolution, qui exprimait notre manière de voir d'il y a quatre ans, exprime encore notre opinion d'aujourd'hui :

« Considérant que la coopération *de production* ne peut pas se généraliser dans la société actuelle, parce que, si d'un côté quelques travailleurs peuvent, par leurs propres épargnes ou avec le secours des autres travailleurs, être mis en possession de leurs instruments de travail, il est impossible d'un autre côté de procurer les instruments de travail à la totalité des travailleurs, à moins d'exproprier les détenteurs des capitaux ;

» Que cette impossibilité est surtout évidente lorsqu'il s'agit des grands instruments de travail, l'usine, la mine, la terre, et qu'ainsi les corps de métier les plus souffrants sont précisément ceux qui peuvent le moins se constituer actuellement en coopération ;

» Qu'ainsi, tandis que la plus grande partie des travailleurs resteraient misérables, une minorité, enrichie par la coopération, irait augmenter les rangs de la bourgeoisie ;

» Considérant en outre que la coopération *de consommation*, lorsqu'elle est fondée sur des bases réellement socialistes, sans aucun avantage réservé au capital, peut avoir une utilité relative pour soulager la misère de quelques travailleurs, pour les grouper et les organiser ;

» Mais que néanmoins la coopération de con-

sommation, si elle se généralisait dans l'état actuel de la société, de manière à procurer à la totalité des travailleurs la vie à meilleur marché, aurait pour résultat un abaissement général des salaires, le salaire n'étant que la portion strictement nécessaire pour vivre laissée par le capital au travail ;

• Le Congrès déclare :

» Que la coopération est la forme sociale qu'adoptera le travail après l'émancipation des travailleurs ; mais qu'il ne pense pas que la coopération soit le moyen d'opérer l'affranchissement complet du prolétariat, qui ne peut avoir lieu que par la révolution sociale internationale. »

Nous tenons à relever essentiellement la partie de cette résolution qui a trait à la coopération *de consommation* ; car c'est cette forme de coopération dont il est le plus souvent question dans les discussions avec nos adversaires.

Pour que la coopération de consommation fût réellement un remède efficace au malaise social, il est une première condition qui serait indispensable : c'est que ce remède pût devenir d'une application générale. Il faut que tout le monde puisse participer à ses bienfaits.

Mais si la chose se réalise, qu'arrivera-t-il ? On aura réussi à procurer à la totalité des travailleurs la vie à meilleur marché ; et après ?

Ce qui serait un bienfait dans une société où n'existerait pas le système du salariat, cesse d'en être un dans la société actuelle. En effet, il est une règle d'économie sociale, qui n'a pas été inventée par les socialistes, mais qu'on peut lire dans les livres de tous les économistes bourgeois. La voici : Le salaire est l'expression de ce que coûte au capitaliste l'entretien de la force de travail de l'ouvrier ; il est proportionné, non pas à la valeur du travail accompli par l'ouvrier, mais au

prix des objets de première nécessité indispensables pour l'existence du travailleur. Là où la vie est plus chère, les salaires sont plus élevés, c'est-à-dire que le capitaliste est obligé de dépenser davantage pour l'entretien de ses machines vivantes; là où la vie est à meilleur marché, les salaires sont aussi plus bas; et plus le prix des objets de consommation baissera, plus les salaires descendront.

Voilà donc le résultat où conduirait la coopération de consommation, si elle pouvait généraliser ses effets: à un abaissement général des salaires.

Il est évident qu'un procédé dont l'application, dans la société actuelle, produirait un résultat semblable, ne peut pas être le vrai moyen d'émanciper les travailleurs.

Mais rassurons-nous: la coopération de consommation ne peut pas se généraliser dans la société actuelle. Elle sera toujours d'une application forcément très-restreinte; le danger que nous signalons n'est donc pas à craindre, puisque la coopération demeurera limitée à quelques petits groupes, qui pourront profiter des avantages de leur association, sans que leurs salaires en souffrent d'une manière sensible. Mais que ces groupes se disent bien aussi que la coopération, réduite à ces limites, ne doit être considérée que comme une sorte d'école, un moyen de groupement et d'organisation; et qu'ils se mettent en garde contre les sentiments d'égoïsme que pourrait produire en eux un bien-être relatif, en ayant soin de vivifier leurs associations par la propagande des principes socialistes révolutionnaires.

On a fait beaucoup de bruit, depuis quelques semaines, d'une pièce rédigée il y a plus de vingt ans par un certain M. Wuilleret, avocat fribourgeois et l'un des principaux orateurs du parti ultramontain à l'Assemblée fédérale. Cette pièce, destinée à être présentée à un ou à plusieurs souverains étrangers, réclamait l'intervention des puissances signataires du traité de Vienne pour sauvegarder les droits des catholiques suisses et mettre un frein aux progrès du socialisme.

La publication inattendue de cette pièce par un journal radical a été le signal du plus effroyable tintamarre dans la presse anti-catholique; et M. Cérésolle, un avocat vaudois en qui s'incarne depuis deux ans le grand parti radical-libéral suisse, a profité de l'occasion pour prononcer au Conseil national un discours que l'on s'accorde à trouver superbe.

Que l'on gratifie M. Wuilleret de toutes les épithètes malsonnantes que renferme le riche vocabulaire des journaux radicaux et libéraux, nous n'y contredisons pas. Il les a méritées; il a mérité bien autre chose encore, et les meneurs ultramontains passeront un mauvais quart d'heure quand viendra le jour de la justice populaire (hâtons-nous d'ajouter qu'ils ne seront pas les seuls). Mais on nous permettra d'être quelque peu surpris de

voir les radicaux et les libéraux embrasser si chaudement nos intérêts: car c'est bien contre le socialisme que M. Wuilleret réclamait en 1852 l'intervention de l'Europe.

Une petite question. Si, par suite d'un progrès dans les opinions — progrès qui, sans être dans les choses très probables, est cependant dans les choses possibles — la majorité du peuple suisse venait à se prononcer en faveur du socialisme, et voulait réaliser dans notre pays le programme de l'Internationale; si Messieurs les gros bonnets radicaux et libéraux se voyaient en imminent danger de perdre leurs positions privilégiées, leurs sinécures, leurs monopoles, leurs rentes; est-il absolument certain que ces Messieurs repousseraient avec horreur l'idée de réclamer l'intervention de Bismarck ou de Mac-Mahon pour faire rentrer dans l'ordre un peuple égaré? Nous voudrions le croire; mais c'est plus fort que nous, nous ne réussissons pas à nous persuader que ces grands patriotes pousseraient la délicatesse jusque-là. Et le jour où les socialistes, appuyés sur une majorité constitutionnelle, proclameraient la propriété collective, nous ne savons trop si une délégation de notre bourgeoisie radicale ne s'empresserait pas d'aller remettre entre les mains de Bismarck un *Appercu* à la Wuilleret, rédigé, qui sait? par M. Cérésolle lui-même!

Ce sont ces réflexions, indiscrettes sans doute, mais utiles, qui font que nous ne prenons pas trop au sérieux les colères patriotiques de notre bourgeoisie.

Pendant que nous sommes sur ce chapitre, ajoutons que personne, excepté ceux qui se font aveugles à plaisir, n'a été dupe de la manœuvre du parti révisionniste. Il s'agissait de rompre définitivement l'alliance des fédéralistes vaudois et genevois avec les ultramontains; la publication du document Wuilleret est arrivée à point nommé; et l'interpellation à ce sujet, dans les chambres fédérales, s'est produite juste deux jours avant la votation sur l'ensemble de la nouvelle Constitution.

Pour entretenir dans le public une agitation salutaire, on a en outre entamé un petit procès de haute-trahison contre un curé genevois; et ce procès durera bien sans doute jusqu'au moment de la votation populaire, qui, dès lors, s'accomplira dans toutes les conditions voulues de réflexion calme et exempte de toute passion.

Ces ficelles sont bien grossières, et il faut avouer que nos barons fédéraux ont une bien médiocre idée de l'intelligence du suffrage universel. Toutefois l'événement ne leur donnera pas tort, et il en sera ainsi tant que l'émancipation économique des travailleurs n'aura pas fait de la souveraineté du peuple autre chose qu'un vain mot.

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

Le *Français* du 26 janvier publie une lettre signée du comte de Ludre et traitant de la situation actuelle du prolétariat parisien. Cette lettre, écrite par un conservateur monarchique, est remarquable à plus d'un titre. D'abord, elle contient, sur la misère des ouvriers à Paris, des aveux bons à enregistrer.

« La situation est grave, dit M. de Ludre. Il faut avoir la franchise de le dire et le courage de regarder le péril en face. Jamais, depuis trente ans, les classes laborieuses n'ont subi à Paris une crise plus violente... Ceux qui s'occupent plus particulièrement des pauvres vous font des récits navrants. Ici, c'est une famille qui pleurait quand on est venu à son secours; le père, la mère, les enfants criaient la faim près du fourneau éteint. Là, c'est un bon ouvrier, employé depuis dix-sept ans dans le même atelier, qui, après avoir vu renvoyer successivement tous ses compagnons, a été remercié le dernier. Ailleurs, c'est un suicide dont le désespoir et la faim sont causes. Plus loin, une femme qui vient d'accoucher, est étendue sur une paille: le bois de lit a été vendu, les draps et les couvertures sont représentés par quelques morceaux de papier jauni, des reconnaissances du Mont-de-Piété! Cette misère n'est pas celle qu'on a connue de tout temps, la misère des infirmes, des vieillards, des ivrognes. Non, c'est le dénûment de l'ouvrier plein de santé, de force, de bon vouloir, qui va d'atelier en atelier demandant de l'ouvrage et qui est partout reçu avec la même réponse: « Nous avons renvoyé tout le monde. »

« Trente ou quarante mille ouvriers, au bas mot, se trouvent dans cette situation précaire, travaillant, au demi-temps, une semaine sur deux; chômant, parfois, un mois de suite. »

Voilà l'extrémité à laquelle la population parisienne se trouve réduite sous le gouvernement républicain inauguré par M. Thiers et dignement continué par Mac Mahon. Et pourtant, il semblait qu'après l'égorgeage ou la proscription de cent mille prolétaires, il n'aurait pas dû se trouver dans la grande cité de bras inoccupés.

M. de Ludre cherche un remède à cette situation terrible; et lui, conservateur et clérical, devinez la solution qu'il propose? Il déclare nettement qu'à ses yeux, la seule manière efficace de venir en aide aux ouvriers parisiens, c'est de créer des *ateliers nationaux* comme en 1848! Il ne faut pas, dit-il, qu'un mot nous fasse peur, et que, parce qu'il aura été employé autrefois par un gouvernement révolutionnaire, il soit à tout jamais défendu à d'honnêtes gens de faire une œuvre sage, mais ayant le tort de rappeler un souvenir déplaisant. »

Il y a un double enseignement à tirer de la lettre de M. de Ludre. D'abord, c'est que les conservateurs reconnaissent l'impuissance complète des moyens que l'économie politique avait jusqu'à présent préconisés comme les seuls orthodoxes, et qu'ils sentent qu'il faut absolument trouver autre chose. En second lieu, nous voyons que le socialisme d'Etat, qui est celui des communistes autoritaires et qui se traduit, dans la pratique immédiate, par l'institution des *ateliers nationaux*, n'a rien de commun avec la

révolution, puisque les réactionnaires sont tout disposés à s'en accommoder.

Allemagne.

Maintenant que nous connaissons dans son ensemble le résultat des élections au Reichstag, il est possible de calculer le chiffre total des voix qui se sont portées, dans l'Allemagne entière, sur les candidats socialistes. Ce chiffre est de près de quatre cent mille voix.

On le voit: malgré tout ce qu'ont pu faire les patriotes allemands contre la démocratie sociale, malgré l'ivresse des guerres de conquêtes et les préjugés nationaux, le socialisme gagne du terrain en Allemagne.

Il y suit, il est vrai, une tactique qui n'est pas la nôtre; il lutte sur le terrain parlementaire et constitutionnel, tandis que nous sommes pour les moyens révolutionnaires. Mais, comme nous l'avons toujours dit, c'est à chaque peuple à déterminer lui-même la voie qu'il entend suivre dans la lutte contre le joug capitaliste.

Nous ne demandons aux socialistes allemands qu'une chose: c'est de délivrer l'Europe et la civilisation moderne de la puissance militaire de l'Empire allemand. Le choix des moyens leur appartient.

Amérique.

L'agitation continue parmi les ouvriers des Etats-Unis. Le comité de salut public élu à New-York en décembre dernier, et dont nous avons parlé, (voir le *Bulletin* du 11 janvier) a organisé les ouvriers de cette ville par quartiers, de manière à constituer une véritable armée.

Le 13 janvier devait avoir lieu un grand meeting en plein air dans Tompkins square; la police s'y est opposée, et a chargé le public à coups de casse-têtes; un ouvrier a été tué, beaucoup d'autres blessés; et comme il fallait s'y attendre, un certain nombre d'ouvriers ont en outre été arrêtés comme perturbateurs de l'ordre public.

Mais loin de ralentir le mouvement, cet incident n'a fait que l'accélérer. Des meetings de protestation ont été tenus dans divers quartiers. Dans le compte-rendu de l'un de ces meetings, publié par le *New-York Herald* (le principal organe de la bourgeoisie) nous trouvons un discours prononcé par Th. Banks, peintre en bâtiment, membre du conseil fédéral de l'Internationale. Voici un extrait de ce discours, par lequel on pourra juger de l'état de l'opinion en ce moment:

« Des outrages comme ceux dont nous sommes victimes ne nous laissent point d'autre remède que la force armée, et nous devons nous préparer à l'emploi de la force armée pour maintenir notre droit de nous réunir librement. Le temps est venu où nous devons nous préparer aux dernières extrémités. Nous devons résister comme ouvriers, et notre but doit être l'abolition de tous les monopoles. Sous le régime des lois qui régissent la société actuelle, notre sort est-il meilleur que l'était celui des esclaves dans le Sud? (Une voix dans le public: Ils étaient au moins nourris!) Oui, ils étaient nourris, on avait soin d'eux et on leur fournissait de l'ouvrage, qu'on nous refuse à nous. Nous ne sommes pas même aussi heureux que l'étaient les nègres! Qu'on ne parle plus de la libre Amérique! Nous sommes fatigués des démagogues politiques; nous

en avons assez. On nous appelle communistes ! Les communistes sont les seuls qui s'inquiètent des droits des ouvriers (Applaudissements). Les ouvriers doivent s'organiser en un parti à part, c'est le seul moyen d'atteindre notre but, et si nous ne pouvons pas y arriver pacifiquement, nous y arriverons par la force. »

Ce n'est pas à New-York seulement que règne l'agitation, mais dans tous les grands centres industriels.

Italie.

(Correspondance particulière du Bulletin. — Suite.)

Toscane. La fédération provinciale de la Toscane compte 5 ou 6 fédérations locales et une vingtaine de sections mixtes. Il n'y a pas en Toscane de parti mazzinien pur ; il y existe un parti garibaldien, demi républicain, demi socialiste, parti d'action avant tout, bon pour une levée de boucliers, mais incapable de comprendre le programme révolutionnaire. Ce parti est forcé aujourd'hui de marcher avec nous, ou de périr.

Le *Risveglio* de Sienne est le seul journal qui défende en Toscane les idées révolutionnaires. Ce journal — nos amis ne nous en voudront pas de le leur dire — ne répond pas complètement à ce qu'il devrait être. D'abord tous ces commérages sur les prêtres, les matrones, les mouchards, ne donnent certainement pas aux ouvriers cette éducation morale qu'un journal socialiste doit leur donner ; on les démoralise au contraire par là autant et peut-être plus que ne le ferait un journal bourgeois. En outre on y trouve une complaisance trop grande pour des idées, des partis et des individus, qui, bien qu'ils nous semblent sympathiques, ne nous en sont pas moins hostiles ; cette complaisance donne lieu à l'équivoque, et l'équivoque est plus funeste que l'erreur.

Les journaux révolutionnaires doivent marcher droit au but, et ne s'inquiéter de rien d'autre. Nous savons qu'en publiant en Italie des articles révolutionnaires, on s'expose à la saisie, à l'amende, à la prison ; et le *Risveglio* l'a éprouvé plus d'une fois, lorsqu'il a publié des articles qui parlaient clairement et qui tenaient le langage qu'on doit tenir aux ouvriers. Eh bien, il ne faut pas se fatiguer : la propagande des idées révolutionnaires doit être bien faite ou ne pas se faire du tout ; et si on est forcé de se taire, mieux vaut se retirer honorablement de la lice, bannière déployée, que de ne pas répondre au but pour lequel on s'était proposé de combattre.

Prochainement nous vous enverrons quelques détails sur la situation de l'Internationale en Sicile, dans l'Emilie, en Lombardie, en Piémont, et dans les provinces napolitaines, vénitiennes et romaines.

Bologne, 30 janvier. — Je continue, comme je vous l'ai promis, mon exposé de la situation de l'Internationale en Italie.

Les sections et fédérations de la Sicile ne se sont pas encore constituées en fédération provinciale, mais elles le feront avant peu, et on espère que cela donnera une grande impulsion aux idées révolutionnaires dans toute l'île. La misère, du reste, et le caractère ardent de ce peuple, aident beaucoup à leur diffusion. Le *Povero*, journal qui se publie à Palerme, a fait tout ce qu'il a pu pour populariser

nos idées, et il y a réussi ; de nouvelles sections se sont formées, et d'autres sont en formation, et l'Internationale n'est plus un épouvantail.

(La fin au prochain numéro).

Fédération jurassienne.

Chaux-de-Fonds, 5 février. (Correspondance.) — La grève des monteurs de boîtes ne semble pas encore près de finir. Il y avait eu quelques entrevues entre des patrons ne faisant pas partie de la société et les délégués des ouvriers : c'est ce qui avait donné lieu au bruit qu'un arrangement allait se faire ; mais ces entrevues n'ont pas abouti.

Dimanche dernier a eu lieu une assemblée générale de notre Fédération ouvrière locale. Elle était très revêtue ; on y a décidé d'appuyer énergiquement la résistance des boîtiers. A la semaine prochaine de plus amples détails.

Voici un nouvel échantillon de l'intelligence et du savoir des radicaux qui rédigent le *Progrès* de Delémont.

Ce journal relève dans notre article intitulé : *la Guerre à l'ultramontanisme*, la phrase suivante : *La Suisse, après avoir été, pendant cinq siècles, une confédération d'Etats, s'est transformée en un Etat fédératif.*

« Quelle différence, s'écrie là-dessus le *Progrès* d'un ton railleur, peut-il y avoir entre une confédération d'Etats et un Etat fédératif ? La même sans doute qui existe entre un bonnet blanc et un blanc bonnet. La Palisse collaborerait-il, par hasard, au *Bulletin* ? »

Puisque le *Progrès* en est encore à ignorer une chose aussi élémentaire, nous allons enseigner son ignorance. Nous ouvrons le *Manuel d'instruction civique* de M. le professeur Bornet, ouvrage-rendu obligatoire pour les écoles neuchâteloises par le conseil d'Etat, et nous y lisons, page 111, ce qui suit :

« Dans une confédération d'Etats, l'association ne touche que quelques points conventionnels, la souveraineté reste entière à tous les membres.

» Dans un Etat fédératif, l'autorité prééminente est l'autorité centrale ; tout ce qui n'est pas réservé par elle demeure comme la part de chaque Etat particulier. »

Monsieur le rédacteur du *Progrès* ne ferait pas mal de retourner s'asseoir quelque temps sur les bancs de l'école.

Nous ne relevons pas les aménités dont le reste de l'article du *Progrès* est émaillé. On y parle de « la solidarité qui lie les Jésuites du socialisme et les Jésuites du catholicisme », des « sympathies qui sont communes aux internationaux noirs et à quelques-uns des internationaux rouges », de la « touchante union entre le *Bulletin* du Locle et la *Liberté* de Fribourg (1). » Cela ne nous fâche pas ; au contraire, nous serons bien aisés de voir le *Progrès* continuer sur ce ton : il n'y a pas pour lui de moyen plus sûr de s'aliéner les dernières sympathies que pouvaient encore lui avoir conservées quelques ouvriers trop confiants.

(1) L'organe des Jésuites.